

Le péché originel d'Emmanuel Macron

Posté le : 20 février 2018 20:18 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile

Catégorie: Actualité chaude, Concepts fondamentaux, Attitudes, Economie et politique, Fiscalité

La démagogie électorale a ceci de délicat qu'il faut bien faire le contraire de ce que l'on a promis au moment de gouverner, tout en affirmant solennellement que, pour une fois, « on fait ce qu'on a dit après avoir dit ce qu'on allait faire ». Ou alors on croit devoir mettre en œuvre les sottises que l'on a imprudemment annoncées pour se faire élire. Il faut alors ramer à la godille pour éviter les conséquences les plus graves, ce qui est une autre forme de tromperie, puisqu'on avait oublié de dire que les mesures étaient intenables ou pourries d'effets pervers.

Une des habitudes les plus malsaines des écuries présidentielles françaises depuis 1974 est de rechercher des mesures qui répondent efficacement à la question de ce qu'ils imaginent être l'électeur lambda : « qu'est-ce que vous allez faire pour mon pouvoir d'achat et mon revenu » ? Le clientélisme électorale est, paraît-il, devenu la règle : l'électeur exigerait désormais qu'on l'achète. En tout cas, telle est l'image qu'en veulent donner les médias. La question n'est plus : comment allez-vous élever le pays, résoudre les grandes questions nationales et progresser sur le chemin du bien commun ? Le nouveau genre impose ce questionnement fondamental : « Qu'allez-vous faire pour Moââââ ? » Les livres qui font l'histoire des récentes élections présidentielles montrent bien que toutes les équipes, sans exception, étaient mobilisées sur exactement les mêmes hypothèses de « cadeaux au peuple ». Comme si le débat national se résumait à qui aurait le culot d'aller le plus loin dans la plus sombre des démagogues.

Puisqu'on parle de pouvoir d'achat, rappelons que le niveau moyen de revenu ne peut progresser que si le PIB progresse. Par conséquent, le vrai débat doit porter sur la croissance et les conditions à réunir pour qu'elle se produise. Si on ne part pas de là, on n'opère que des transferts soit de revenus soit de capitaux, entre générations (via la dette) ou entre groupes sociaux (via la fiscalité) ou en utilisant les deux moyens. Si l'on cherche à prendre à un groupe pour donner à l'autre, il faut généralement dévaloriser le groupe puni et survaloriser le groupe aidé. L'enflure dans un sens comme dans l'autre accuse tragiquement les divisions du pays. On voit la jambe dénoncer la main, la cuisse dénoncer la tête, le pied dénoncer le ventre etc. Ce spectacle pitoyable pousse à la « haine de l'autre » à la fois le spolié qui trouve la punition injuste et le bénéficiaire qui s'énerve à la pensée qu'on aurait encore pu en prendre plus aux autres pour le lui donner, puisqu'il est le bon et l'autre le mauvais, et cela d'autant plus que, rapidement, il devient incapable d'envisager de gagner lui-même ses moyens d'existence et entend pérenniser « ses » allocations.

La situation est aggravée en France parce que la dépense publique est supérieure à la valeur ajoutée des entreprises du secteur privé hors banque et entreprise individuelles et que la dette publique est grosso modo égale à deux fois cette valeur ajoutée. Mais oui, l'Etat français dépense plus que ce que produit ce qu'on appelle communément l'entreprise !

Le Programme Commun de Gouvernement de Mitterrand et de ses affidés a arrêté brutalement le rattrapage du revenu médian des Américains par les Français. On est passé de 2/3 du revenu américain médian en 1980 à un tiers en 2016 ! Bravo à tous ! Depuis 2008, le revenu par tête baisse régulièrement en France en même temps que la dette par tête explose. Quant aux impôts, les hausses sauvages pratiquées par Hollande, après les premières hausses de Sarkozy, ont fait de la France **le numéro 1 dans le monde** pour la dépense publique et la fiscalité confiscatoire. On sait que la compétitivité française avait été détruite radicalement un peu plus tôt par le gouvernement

Jospin avec notamment les 35 heures, même si de nombreuses bouches intéressées expliquent le contraire et si d'autres causes agissent dans le même sens comme l'énorme poids fiscal portant sur le travail et le capital qui handicape toute entreprise confrontée à la compétition extérieure et l'inadaptation structurelle de notre population active, frappée par l'effondrement de notre système scolaire, confiée à des gauchistes irresponsables, et encouragée au non travail et à l'assistantat par le goût de la réélection de députés indifférents au destin de la nation.

On voit le résultat, comme annoncé mille fois sur ce blog : à la première poussée de croissance, le déficit du commerce extérieur français gonfle démesurément, ... comme le nombre d'emplois non pourvus.

La sagesse programmatique impose certaines évidences :

- Ce n'est pas l'impôt qu'il faut faire baisser, mais la demande de financement, donc le besoin.
- Ce n'est pas à l'Etat de proposer des hausses de revenus mais à l'économie et pour cela il faut d'abord viser la compétitivité et le succès commercial dans une bonne conjoncture globale

Le jugement à porter sur les programmes des candidats était facile à établir, avec ces deux critères. On sait parfaitement ce qu'il faut faire, tant les livres et les rapports l'ont rabâché. Le seul qui allait réellement dans la bonne direction était François Fillon. Le plus démagogique des programmes était celui d'Emmanuel Macron, avec deux mesures indécentes : l'exonération sélective de taxe d'habitation et la suppression des cotisations maladies des personnes ayant un travail. Dans les deux cas il s'agit d'un transfert, pas d'une suppression, puisque la matière financée ne fait l'objet d'aucun gain de productivité. Le transfert, dans le cas d'espèce, s'est fait sur les retraités, la génération passée, et sur la dette, les générations futures.

Aucun domaine où se manifeste une demande de financement public n'a fait l'objet du moindre aménagement. On a bien vu que la dépense publique a continué de grimper en 2017 et qu'elle persistera dans cette direction en 2018. Aucune des causes de sous-productivité du secteur industriel et commercial n'a fait l'objet de la moindre réforme. Le manque de compétitivité reste exactement le même.

Pour financer partiellement sa démagogie, le candidat Macron a choisi d'augmenter massivement la CSG, en présentant cette augmentation comme minime. On a vu les ralliés Darmanin et le Maire en remettre dans l'utilisation trompeuse d'une présentation en points plutôt qu'en pourcentage. Les retraités découvrent ce que nous ne cessons d'écrire sur ce blog : la hausse pour eux est de plus de 44%, pour la CSG déductible. Mais oui, plus de 44%. Pourquoi pas 100% ! Du coup le gouvernement est obligé de ramer pour expliquer que les retraités sont des privilégiés et qu'il est normal de les saquer au profit **des gens qui travaillent**. Cette normalité n'a rien d'évident puisque les retraités sont **des gens qui ont travaillé** en payant plein pot toutes les cotisations notamment pour la maladie (des autres, ce sont les retraités de leur époque de travail qui ont bénéficié de 80% de la dépense médicale) et des retraites (des autres, du fait qu'il s'agit d'un système de répartition).

A démagogue, démagogue et demi : voici l'opposition dans la surenchère sur la question du pouvoir d'achat. Ce sera « le sparadrap du Capitaine Haddock pendant toute sa mandature », explique Wauquier. Du coup LREM cherche plus de démagogie encore, en reprenant une mesure injustifiable économiquement de Sarkozy : le déchargement des heures supplémentaires, avec un débat pour savoir s'il faut ou non ôter aussi l'impôt sur le revenu ! Quand on regarde froidement les choses, les retraités perdent de l'argent chaque année depuis qu'on a bloqué l'indexation sur les prix (et l'inflation s'accélère) alors que les salariés ont tous connus des hausses régulières de rémunérations avec un pic depuis deux ans et une nouvelle accélération en cours. Nouvelle logique : ceux qui perdent du revenu doivent donner de l'argent à ceux qui en gagnent.

D'un point de vue strictement économique il vaudrait mieux supprimer les charges et les impositions sur le revenu des 10 premières heures de travail et réformer le système d'assistance des personnes en âge et état de travailler afin de garantir un revenu minimal uniquement à ceux qui auraient travaillé au moins ces 10 heures.

Le péché originel d'Emmanuel Macron est entièrement dans ces mesures démagogiques d'achat de votes qu'il n'arrivera jamais à justifier malgré toutes les contorsions des spécialistes de la communication politique charger de « construire une histoire ».

On dira, comme LREM : il « fallait faire ce qu'il faut » pour se mettre en position de « faire ce qu'il faut » pour « transformer » le pays. Un prix initial à payer en quelque sorte. Une « tradition » qui coûte tout de même entre 20 et 40 milliards d'euros aux Français à chaque élection. Le passage au quinquennat nous coûte cher !

Cette « transformation » se concrétisera-t-elle ?

La réforme du droit social a partiellement remis en cause la politique de Mitterrand et des socialistes qui ont « imposé les juges aux côtés du salariés et de lui seul ». Un juge ne pourra plus, 5 ou 10 ans après la liquidation d'une filiale, exiger qu'on réembauche les salariés pour un minuscule vice de forme. Des abus de ce type ne sont plus possibles. Dans les dizaines d'articles de la dernière loi se cachent de nombreuses mesures dont toute l'importance n'a pas été totalement appréciée.

Lisser des abus n'est tout de même pas une « transformation » fondamentale, même si c'est indispensable. La véritable révolution aurait été de dépénaliser le droit du travail. Si embaucher n'est pas criminel, licencier ne peut pas l'être.

La suppression partielle de l'ISF et la « flat tax » étaient de même des mesures inévitables : plus rien n'est possible dans un pays si le revenu du capital est frappé à 70% et si le taux de l'imposition globale peut atteindre 80% de façon fréquente et plus de 100% à l'occasion. Il fallait agir. Le gouvernement l'a compris mais a choisi une demi-mesure, fraction qui n'a pas de vraie justification. La distinction entre investissement productif et immobilier est totalement artificielle et ne résiste pas à un examen même superficiel. Les porte-voix du président soulignent son courage politique d'encourir le bonnet infâmant pour les médias français de « Président des riches » et annonce qu'à terme on finira l'affaire mais qu'il fallait y aller prudemment et avoir ici aussi « une histoire à raconter » pour faire passer la première phase. On s'aperçoit que, dans le détail, les hauts fonctionnaires du Trésor ont souvent repris de la main gauche ce qu'ils avaient accordé de la main droite, comme le permet l'extrême complexité fiscale française.

Supprimer un abus fiscal destructeur est un acte qu'il faut saluer mais la « révolution » aurait été d'aller jusqu'au bout : supprimer totalement l'ISF qui est l'impôt le plus injuste, le plus sot et le plus contraire à l'intérêt national, puisqu'au final il est payé par la vente progressive du capital français à l'étranger.

Avec le statut des cheminots, on entre dans le dur. Un tel statut empêcherait radicalement toute gestion équilibrée dans n'importe quel secteur où il serait imposé. Il a ruiné la SNCF, en interdisant d'ajuster les effectifs aux besoins. L'énorme sureffectif, porté pendant des décennies, a empêché de maintenir des services efficaces et d'investir de façon productive, tout en gonflant la dette dans des proportions ingérables. Tout le monde sait depuis le début qu'il faut revenir à un statut civil contractuel normal avec possibilités de licenciement si l'activité se réduit. Il faut liquider ce statut délétère et permettre une gestion normale de l'institution, avec mise au pas des syndicats trop puissants. Pourquoi conserver un statut de cheminot aux employés administratifs et aux secrétaires du siège ? Depuis près de trente ans, certains propose la mise en faillite de la SNCF et la création d'un organisme nouveau fonctionnant sur des bases raisonnables. L'Europe ajoute l'idée de plusieurs opérateurs avec mise en concurrence. Les grèves de 1996 semblent paralyser tout le monde.

Pas Emmanuel macron qui prétend obtenir le renoncement au Statut des nouveaux embauchés contre la reprise de la dette par l'Etat. Où est la logique économique ? Où est même l'équité ? Pourquoi un conducteur de train de trente ans dans le nouveau cadre partirait-il à la retraite normale de 63 ans si la secrétaire de 25 recrutée deux ans avant le changement de régime peut partir à 57 ans ? Quand on sait que deux ministres du gouvernement actuel ont eu des responsabilités majeures à la SNCF (qui leur a permis des rémunérations superbes et un cumul futur de retraite des plus coquets) sous la direction de l'incapable Guillaume Pepy, roi de la com' gémissante et de rien d'autre, on peut s'attendre à des réformes plus symboliques que réelles. Mais attendons. Avec Emmanuel Macron, c'est « la promesse de l'aube » qui compte. Mais la nuit a un peu tendance à durer.

L'abandon du projet de Notre Dame des Landes comme celui de la sélection par le hasard à l'université, et désormais celui du bac traditionnel multi-matières sont des mesures de renoncement. Pas de construction.

On sait que le bac n'a plus de sens et que l'université ne sait pas gérer la masse. Les réformes ne règlent aucune question de fond. On se faisait peur avec de faux symboles. On est passé outre. Très bien. On ne sait toujours pas gérer la masse à l'université et le bac n'a toujours aucun sens.

A Nantes, les possibilités d'extension du trafic dans l'aéroport actuel sont considérables. A San José, en Californie, on traite 30 millions de passagers sur une piste, trois fois le trafic actuel. L'abandon d'un nouvel aéroport aura peu de conséquences sur le transport aérien. Le voisinage de l'aéroport ancien souffrira au lieu des grenouilles. Seules conséquences économiques : les terres qui auraient été libérées pour l'urbanisation à Nantes valent un peu plus que celles de NDDL. Cette plus-value est perdue. Le manque à gagner est important. L'immobilier ira ailleurs, le nouveau résident paiera... en transport plus long.

La hausse massive du coût de l'essence par aggravation des taxes, associée à une limitation drastique des vitesses sur le réseau secondaire n'avaient pas été annoncée. « Je fais ce que j'ai dit mais aussi ce que je n'ai pas dit ». Concrètement cela diminuera les importations de pétrole donc les déficits extérieurs qui sont si majestueux que cela se verra à peine. L'effet sur la pollution sera nul. Le coût de changement des panneaux sera important. Plus personne ne pourra plus doubler. Vive la circulation derrière camions ! La recette des contrôles routiers automatisés sera augmentée massivement comme on le fait par ailleurs pour les amendes de stationnement en ville. S'attaquer à l'automobiliste ne peut pas être considéré comme une « révolution ». Même si la brutalité du traitement est exceptionnelle et commence à avoir des effets sur l'opinion car, là aussi, on se retrouve avec des hausses en taux gigantesques : jusqu'à 600% pour les amendes dans certaines villes !

S'attaquer aussi rudement à la mobilité (moins d'avions, moins de trains, moins de circulation automobile en province, moins de voitures dans les villes) n'indique pas un dynamisme nouveau. Plutôt une congélation.

S'attaquer aussi rudement aux retraités au seul bénéfice électoral de l' élu présidentiel et du Trésor Public, tout en laissant s'effondrer les naissances, et en ralentissant les actifs, n'est le symbole d'aucune révolution mais d'une liquidation, lente mais certaine.

Reste quatre ans à Emmanuel Macron pour faire mieux que cela et justifier les conditions discutables de sa prise du pouvoir, le péché originel d'Emmanuel Macron.

Espérons que l'on n'attend pas Godot.